

KOUAME Yannick Oholiab Faho

Etudiant (Licence 3)

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Cote d'Ivoire)

Département d'Etudes Germaniques

kouameyannick646@gmail.com

Axe 2: Crises, conflits, guerres, cyberattaques, terrorisme et la sécurité humaine

La contribution de l'Allemagne dans les nouvelles guerres asymétriques en Afrique subsaharienne: le cas du Mali de 2012-2023

Résumé : La crise malienne de 2012-2023 constitue un paradigme des nouvelles guerres hybrides qui secouent l'Afrique subsaharienne. Le Sahel est devenu l'arène des puissances étrangères dans des conflits par procuration, où le terrorisme et le néo-impérialisme se nourrissent l'un de l'autre. Le point de basculement est la chute du régime libyen en 2011, qui a provoqué, au-delà d'un simple conflit religieux subi par le Mali, une déstabilisation systémique. La crise libyenne a engendré un flux d'armes considérable, exacerbant les fragilités d'un État déjà convoité pour ses ressources naturelles. Face à l'avancée des groupes djihadistes, la France a lancé les opérations Serval puis Barkhane. Si l'objectif affiché était de contenir le terrorisme, leur mise en œuvre a révélé les limites d'un contre-terrorisme perçu comme une nouvelle forme de néocolonialisme. Dans ce contexte, l'Allemagne a apporté une contribution notable, axée sur le soutien logistique, la formation et l'aide humanitaire, motivée par l'importance accordée à la stabilité du Sahel pour la politique de sécurité allemande et européenne. Cette étude analyse dans quelle mesure la crise malienne constitue une guerre hybride, et comment l'Allemagne y a contribué, en mobilisant la théorie de la sécurité critique et l'analyse du discours.

Mots- clés : Guerre hybride, Sahel, Allemagne, Mali, Sécurité critique

Germany's role in the new asymmetric conflicts in sub-Saharan Africa: the case of Mali, 2012–2023

Abstract: The Malian crisis of 2012–2023 serves as a prime example of the new hybrid wars that are rocking sub-Saharan Africa. The Sahel has become a battleground for foreign powers engaged in proxy conflicts, where terrorism and neo-imperialism feed off one another. The tipping point was the fall of the Libyan regime in 2011, which triggered not merely a religious conflict in Mali but systemic destabilization. The Libyan crisis generated a considerable flow of weapons, exacerbating the vulnerabilities of a state already coveted for its natural resources. Faced with the advance of jihadist groups, France launched Operations Serval and then Barkhane. Whilst the stated objective was to contain terrorism, their implementation revealed the limitations of a counter-terrorism approach perceived as a new form of neo-colonialism. In this context, Germany made a significant contribution, focusing on logistical support, training and humanitarian aid, motivated by the importance attached to the stability of the Sahel for German and European security policy. This study analyses the extent to which the Malian crisis constitutes a hybrid war, and how Germany has contributed to it, drawing on critical security theory and discourse analysis.

Keywords: Hybrid warfare, Sahel, Germany, Mali, critical security

Deutschlands Beitrag zu den neuen asymmetrischen Kriegen in Subsahara-Afrika: der Fall Mali von 2012 bis 2023

Zusammenfassung: Die Krise in Mali von 2012 bis 2023 ist ein Paradebeispiel für die neuen hybriden Kriege, die Subsahara-Afrika erschüttern. Die Sahelzone ist zum Schauplatz von Stellvertreterkriegen ausländischer Mächte geworden, in denen sich Terrorismus und Neoimperialismus gegenseitig nähren. Der Wendepunkt war der Sturz des libyschen Regimes im Jahr 2011, der über einen einfachen religiösen Konflikt in Mali hinaus eine systemische Destabilisierung auslöste. Die Libyen-Krise führte zu einem erheblichen Waffenfluss, der die Schwachstellen eines Staates verschärfte, der ohnehin schon wegen seiner natürlichen Ressourcen begehrt war. Angesichts des Vormarsches dschihadistischer Gruppen startete Frankreich die Operationen Serval und anschließend Barkhane. Auch wenn das erklärte Ziel darin bestand, den Terrorismus einzudämmen, zeigte ihre Durchführung die Grenzen einer Terrorismusbekämpfung auf, die als eine neue Form des Neokolonialismus wahrgenommen wurde. In diesem Zusammenhang leistete Deutschland einen bedeutenden Beitrag, der sich auf logistische Unterstützung, Ausbildung und humanitäre Hilfe konzentrierte und durch die Bedeutung motiviert war, die der Stabilität der Sahelzone für die deutsche und europäische Sicherheitspolitik beigemessen wird. Diese Studie analysiert, inwieweit die Krise in Mali einen hybriden Krieg darstellt und wie Deutschland dazu beigetragen hat, wobei die Theorie der kritischen Sicherheit und die Diskursanalyse herangezogen werden.

Schlüsselwort: Hybridkrieg, Sahel, Deutschland, Mali, kritische Sicherheit

Introduction

Le Sahel, carrefour de civilisation est devenu en une décennie le cœur des instabilités en Afrique. Entre 2012 et 2023, le Mali a servi de laboratoire aux guerres asymétriques et hybrides, où la distinction entre menace interne et externe, combattant et civil, ou criminalité s'est déroulé. Si l'onde de choc provoquée par l'effondrement du régime libyen en 2011 a servi de catalyseur, elle a surtout révélé la fragilité structurelle d'un État malien confronté à des défis sécuritaires dépassant ses frontières nationales. Dans ce chaos sécuritaire, l'intervention de la France a attiré l'attention médiatique et politique. Pourtant, l'engagement de l'Allemagne, première puissance économique européenne, offre une perspective singulière. Loin d'une simple projection de force, la présence allemande au Mali s'est construite sur un équilibre fragile entre soutien militaire et coopération civile. Dès lors une question fondamentale se pose : en quoi la crise malienne représente une guerre hybride en Afrique subsaharienne et évalue la contribution de l'Allemagne à cette crise ? Pour y répondre, nous analyserons dans un premier temps le caractère hybride de la crise malienne. Puis, nous examinerons les modalités spécifiques de l'engagement allemand et les fondements de sa stratégie de stabilisation. Enfin, nous évaluerons les causes du désengagement de la Bundeswehr et les perspectives d'un nouveau paradigme sécuritaire en Afrique subsaharienne.

1. La crise malienne comme paradigme de la guerre hybride

1.1. Les causes endogènes d'une crise structurelle et le catalyseur libyen

Lorsque le phénomène terroriste a émergé au Maghreb, il fallait déjà entrevoir sa descente vers le sud du Sahara. Car le Sahara n'a jamais été une barrière infranchissable ; il fut au contraire, par

le passé, un carrefour d'échanges et de civilisations. Ces groupes sont descendus après la crise libyenne et se sont installés dans le nord du Mali. On y trouvait d'abord AQMI¹ (Al-Qaïda au Maghreb islamique), issu du GSPC (groupe salafiste pour la prédication et le combat), lui-même héritier du GIA (groupe islamique armé) algérien des années 1990. Suivant des groupes terroristes, tels que la Katiba Macina, active au centre du Mali, ainsi que divers groupuscules affiliés à Al-Qaïda (N. Jean Paul & T. Laurent, 2004 P 14-15). Aujourd'hui on y retrouve le Groupement de soutien à l'islam et aux musulmans, et plus récemment l'État islamique, qui opère dans la zone des trois frontières, communément appelée « Liptako Gourma », où il recrute des jeunes frustrés issus de zones marginalisées. D'ailleurs, ces groupes exploitent les inégalités sociales et les vulnérabilités socio-économiques des jeunes, souvent en proie à une angoisse existentielle dans une société où les inégalités sociales ne cessent de croître: notamment en raison de la prédation des ressources par ces groupes (N. Jean Paul & T. Laurent, 2004 P.51). Alors que les États prennent en charge les problèmes de sécurité, une précarité encore plus aigüe semble profiler à l'horizon. Ils attendent l'éclatement de conflits communautaires pour y recruter massivement, en utilisant le voile religieux comme instrument de mobilisation. C'est le cas, par exemple, des tensions entre Peuls (éleveurs) et Dogons (agriculteurs). Les Peuls, population marginalisée et victime de vols de bétail, voient leurs revendications sociales transformées en causes religieuses. Il s'agit là d'une manipulation des symboles religieux à des fins économiques et politiques.

1.2. La dimension asymétrique et hybride

Le conflit malien illustre une mutation profonde de la conflictualité contemporaine, marquée par l'effacement des frontières entre guerre conventionnelle et stratégies irrégulières. La guerre asymétrique au Mali oppose les forces régaliennes (armées régulières) à des acteurs non-étatiques (groupes armés terroristes). Or face à la supériorité matérielle des armées, ces groupes refusent le combat frontal. Ils s'appuient sur la guérilla, utilisant des embuscades, des pièges (IED) et des techniques de diversion. Par ailleurs, l'ennemi est souvent invisible car il se fond au sein de la population civile. Cette capacité à être partout et nulle part à la fois rend la victoire militaire classique difficile. Le combat s'inscrit désormais dans la durée. L'armée malienne, peu préparée à ce type de confrontation, éprouve de grandes difficultés à s'y adapter. De surcroît, l'évolution technologique accentue cette asymétrie et favorise l'émergence de guerre hybride. Ce concept désigne une stratégie qui combine simultanément plusieurs modes de confrontation: d'une part, les actions militaires traditionnelles, d'autre part, des outils non conventionnels comme la désinformation, les cyberattaques, etc. Ainsi, dans une zone de crise où l'accès à l'information fiable est difficile, les populations croient plus facilement ce qui confirme leurs peurs ou leurs espoirs. Par conséquent, les acteurs de la guerre hybride exploitent cette vulnérabilité psychologique. L'incapacité du Mali à réguler les plateformes numériques souvent basées à l'étranger constituent une faille de sécurité majeure. C'est ce qu'on appelle la guerre cognitive c'est-à-dire attaqué la capacité de réflexion et de jugement du citoyen. Parallèlement, le Mali se retrouve dans un état intermédiaire, entre paix et guerre, où des guerres par procuration se déroulent. En effet, ceux qui tirent leurs ficelles de l'Occident soutiennent indirectement des

¹ AQMI, ou Al-Qaïda au Maghreb Islamique, issu du Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat(GSPC), une organisation terroriste née en Algérie en 1998. Désireux de rejoindre le mouvement Al-Qaïda, le GSPC devait d'abord prouver sa capacité et son engagement. Pour ce faire, il a multiplié les attentats en Algérie et des enlèvements d'occidentaux dans la région du Sahel. C'est ainsi qu'en janvier 2007, le GSPC a officiellement fusionné avec Al-Qaïda pour donner naissance à AQMI- Al-Qaïda au Maghreb Islamique, devenant ainsi l'une des branches régionales les plus actives du réseau terroriste mondial.

combattants locaux pour servir leurs intérêts géopolitiques ce qui contribue à l'enlisement du conflit. Toutefois, une question fondamentale demeure : comment ces groupes non-étatiques disposent-ils d'armements dignes d'une armée nationale, parfois plus équipés qu'une armée permanente? En d'autres termes, comment se fait-il que des groupes non étatiques arrivent à acheter des armes sachant que celles-ci ne s'acquièrent pas sans certificat d'utilisateur final ? Reste à savoir qui les leur achète et par quels circuits clandestins ces équipements transitent. Tous ces moyens (asymétriques et hybrides) ont un objectif commun : déstabiliser le Mali sans lui avoir déclaré la guerre, en utilisant toutes les ressources possibles pour prendre l'avantage. Car en utilisant des moyens peu coûteux mais hautement perturbateurs, les groupes irréguliers parviennent à maintenir une instabilité chronique voir pérenne.

1.3. L'intervention internationale comme facteur de complexification

Dès 2012, le nord du Mali tombe entre les mains des rebelles indépendantistes. Accusant l'État de les avoir abandonnés, ce qui les conduit à se révolter pour réclamer l'indépendance du Nord du Mali (Azawad) avec le soutien des groupes armés terroristes (T. Aurélien & S. Boukary, 2019 p. 18). Ces derniers échappent au contrôle de l'État et finissent par progresser vers Bamako, la capitale. C'est dans ce contexte que le président malien fait appel à la France dans l'optique de lutter contre le terrorisme. Le 11 janvier 2013, la France lance l'opération Serval afin de contenir la progression des terroristes au Mali. Cependant, cette intervention n'a pas permis d'éradiquer totalement la menace. Les groupes armés dispersés, ont profité des fractures sociales pour recruter davantage. Le 1 août 2014, l'opération Serval prend fin pour laisser la place à l'opération Barkhane, élargie cette fois à l'ensemble de la zone (Mali, Burkina etc.). L'objectif affiché est de neutraliser, détruire et empêcher le développement des groupes armés terroristes. Pourtant, l'opération Serval et Barkhane ont échoué dans leur objectif principal qui était d'éliminer ces groupes. Au contraire, ceux-ci se sont multipliés. Cette approche exclusivement militaire a dispersé les groupes armés sans s'attaquer aux véritables causes profondes de la crise, à savoir les inégalités sociales, la pauvreté, l'injustice etc. L'échec de cette stratégie est aussi celui d'une logique construite à distance. Conçues à Paris, ces interventions ont trop souvent ignoré les réalités du terrain et les attentes des populations censées être protégées. Le paradoxe : quand un soldat français tombe, l'information fait le tour du monde or quand des dizaines de civils maliens meurent dans un attentat, le silence médiatique est assourdissant. Cette hiérarchie implicite des vies alimente un ressentiment durable. Mais au-delà de l'échec militaire et médiatique, une contradiction plus profonde émerge, documentée par plusieurs enquêtes.

D'une part, la question des rançons. Comme l'ont relevé plusieurs rapports, y compris des enquêtes de jeune Afrique, France 24², les groupes terroristes du sahel ont pendant des années financées leurs activités grâce aux rançons versées lors de libération d'otages occidentaux. La France, officiellement opposée à tout paiement, a pourtant utilisé des intermédiaires et des canaux officieux qui ont indirectement alimenté les caisses d'AQMI et ses alliés. Ainsi, d'un côté, l'armée française bombardait les sanctuaires djihadistes ; de l'autre côté des circuits parallèles renflouaient leurs finances. Ce double jeu paradoxal a durablement sapé la crédibilité de Paris. D'autre part, Franklin Nyamsy dans *L'impérial-terrorisme : Forme actuelle de l'agression occidentale et moyen-orientale contre l'Afrique & Preuves irréfutables de l'offensive de l'OTAN en Afrique* avancent une

²

<https://www.france24.com/fr/20140730-otages-rancons-france-djihadistes-alqaida-aqmi-kidnappingjackpot>, (06.11.2025).

thèse plus radicale : celle d'un usage stratégique du terrorisme par certaines puissances pour justifier leur présence militaire afin de contrôler les ressources. Sans tomber dans le simplisme, force est de constater que l'exploitation illégale des ressources malienne et sahélienne (or, pétrole, uranium) a prospéré dans le désordre sécuritaire, et que les groupes armés souvent affiliés à Al-Qaïda et l'État islamique ont pu agir sans jamais être véritablement éradiqués (N. Franklin, 2025, P. 27). L'opération française n'a pas seulement échoué à ramener la paix, elle a complexifié la crise en militarisant un problème avant tout politique et social. Elle a dispersé les groupes armés sans chercher leurs sources de financement. La leçon est rude : on ne pacifie pas un territoire en ignorant ceux qui habitent, et on ne combat pas efficacement des réseaux que l'on a par ailleurs indirectement contribué à financer.

2. La contribution de l'Allemagne : entre Hard et Soft power

2.1. Motivations allemandes

Pendant que le Mali traverse une période de crise, le conseil de sécurité des Nations Unies va adopter la résolution 2100 du 25 avril 2013 portant sur la création du MINUSMA (mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies au Mali) afin d'appuyer le processus politique au Mali et effectuer des tâches militaires³. Cette implication était motivée par l'importance accordée à la stabilité du Sahel, jugée vitale pour la politique de sécurité allemande et européenne. La MINUSMA avait pour but de protéger la population civile, de servir de soutien au gouvernement malien dans le rétablissement de l'autorité de l'État dans le nord du Mali et l'établissement d'un environnement sûr pour l'aide au développement. C'est dans ce contexte que l'Allemagne pays du conseil de sécurité va intervenir au Mali afin de contribuer à la lutte contre Le terrorisme au Sahel notamment au Mali. Avant, cette décision passera d'abord devant l'assemblée nationale (Bundestag). L'Allemagne n'intervient pas pour la beauté du soleil au Mali mais pour lutter contre le terrorisme et surtout le flux migratoire vers l'Europe. La mission de la Bundeswehr au sein du MINUSMA consiste à aider à restaurer la stabilité au Mali tout en effectuant des missions de reconnaissance (D.Tull, 2024, p.8).

2.2 .Modalités opérationnelles

Lors de sa mission au Mali, la Bundeswehr n'adopte pas une posture de « gendarme », mais œuvre plutôt à la formation des soldats maliens dans le cadre de la mission EUTM (Mission européenne d'entraînement au Mali), afin de permettre à l'armée malienne d'assurer sa propre sécurité. L'objectif de cette mission est de placer les forces armées maliennes en position de relever seuls, à l'avenir, les défis sécuritaires sur leur territoire³. Pour y parvenir, il est impératif de bien former et conseiller les soldats maliens. En effet, le manque de formation sur le champ de bataille peut entraîner un échec sur le terrain, d'autant que les soldats maliens étaient également sous-équipés. Cependant, cette formation ne s'est pas limitée à l'aspect purement tactique. Elle a intégré une dimension civique indispensable. Un soldat sans repères éthiques peut devenir une menace pour la stabilité, rejoignant ainsi la pensée du colonel Thomas Sankara : « Sans formation politique patriotique, un militaire n'est qu'un criminel en puissance. » Cette nécessité s'est illustrée dans la région de Mopti (Centre du Mali). Dans cette zone marquée par des tensions entre communautés Peuls et Dogons, certains soldats, faute de formation civique adéquate, ont pu prendre parti dans les conflits intercommunautaires, exacerbant ainsi les révoltes au lieu de les apaiser. En outre,

³ <https://minusma.unmissions.org/fr/minusma-historique> (05.02.2026).

dans le cadre de l'engagement militaire multilatéral, le ministère fédéral de la Défense a participé à la mission de la MINUSMA, notamment via l'EUTM, avec un contingent de plus de 1100 soldats dédiés à la formation et au conseil des forces maliennes (Bundesregierung). Il s'agissait, entre autres, de fournir une formation et un conseil décentralisés sur les sites importants des forces armées, ainsi qu'un appui au ministère de la Défense malien et aux états-majors (D.Tull, 2024, p.21). Cela s'est concrétisé par le contrôle d'espaces, des patrouilles massives, l'apprentissage des comportements en embuscade et en situation de défense, ainsi que par la sensibilisation au droit des populations. Ces actions ont permis de renforcer la coopération entre l'Allemagne et le Mali dans la lutte contre le terrorisme, et ont témoigné de l'intérêt particulier que l'Allemagne porte à ce pays.

2.3. Approche humanitaire

L'Allemagne, consciente des facteurs structurels de la crise malienne, associe à son soutien militaire une aide humanitaire significative. L'absence de l'État dans le nord et le centre du Mali, la pauvreté, l'injustice sociale, entre autres, apparaissent comme des facteurs aggravants de la crise. C'est pourquoi l'Allemagne, ayant compris que la lutte contre le terrorisme ne se mène pas uniquement avec des armes mais aussi par le combat contre l'extrémisme violent, cherche à se démarquer des autres forces en présence. L'accent est mis sur l'aide alimentaire d'urgence, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les soins de santé de base, ainsi que sur la protection et la prise en charge des personnes ayant fui leur pays. Ces actions bénéficient du soutien financier du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, qui contribue largement à leur financement. Une telle approche pourrait favoriser la cohésion sociale en luttant contre la pauvreté. Ces initiatives sont mises en œuvre à travers des programmes transnationaux des agences des Nations unies telles que le PAM, l'UNICEF, le HCR et l'OIM, ainsi que par des ONG allemandes et internationales. L'aide humanitaire exprime une solidarité avec les personnes ayant besoin de soutien et s'adapte aux besoins urgents des populations souffrantes. Le ministère fédéral des Affaires étrangères allemand a contribué à la stabilisation et à l'aide humanitaire dans le nord du Mali, notamment par le soutien au secteur culturel malien dans un objectif préventif, en mettant l'accent sur les jeunes. Cette diplomatie culturelle cible prioritairement la jeunesse dans une optique de prévention des conflits (Beirat für zivile Krisenprävention, 2023, p.22-26). En intégrant les dimensions éducatives, environnementales et économiques, la politique allemande cherche à générer un impact durable tout en approfondissant la coopération bilatérale entre les deux pays.

3. Limites, retrait et perspectives

3.1. Le choc des souverainetés et l'arrivée de nouveaux acteurs

À partir des coups d'État de 2020 et 2021, la crise malienne a pris une nouvelle tournure avec l'avènement d'un régime militaire au pouvoir et l'entrée en scène du groupe Wagner, lié à la Russie. Cette dynamique a profondément reconfiguré la situation sécuritaire au Mali. Wagner, en se positionnant comme un partenaire anti-impérialiste, a habilement exploité le ressentiment anti-français pour imposer un modèle de sécurité prédateur et décomplexé, en marge des cadres traditionnels. L'opération Barkhane, dont les objectifs militaires n'ont pas été atteints, a constitué l'une des principales causes du mécontentement populaire (J.M.Châtaigner, 2023). De nombreux Maliens estimaient que la force française, bien que disposant de moyens techniques et technologiques supérieurs, ne parvenait pas à neutraliser des groupes terroristes moins équipés,

ce qui a nourri un sentiment d'inefficacité et de défiance. Loin de contenir la menace, l'opération a parfois été perçue comme ayant exacerbé la progression des djihadistes. D'ailleurs, face à l'expansion constante de la menace terroriste, la junte malienne s'est alignée sur le sentiment anti-français croissant. En exigeant le départ des troupes françaises, Bamako a placé la souveraineté nationale au cœur de sa rhétorique, accusant Paris d'ingérence. Cette décision a marqué un tournant des relations bilatérales, qui se sont considérablement dégradées jusqu'à la rupture en fin juin 2022. Pour les autorités de transition, l'absence de résultats significatifs dans la lutte contre le terrorisme imposait une diversification des partenariats militaires. La décision de se tourner vers la Russie a été perçue par Paris comme une humiliation, aggravant des relations déjà tendues par la condamnation française du coup d'État (D.Tull, 2024, p.9-11). Le Mali s'inscrit désormais dans une logique de coopération multipolaire. En se rapprochant de Moscou, Bamako cherche non seulement une protection militaire mais aussi à s'émanciper d'un lien de subordination historique avec l'Occident jugé insoutenable. Contrairement aux partenaires européens, la Russie propose un soutien sans restriction politique ou conditionnalités, ce qui a scellé une alliance stratégique renforcée entre les deux nations.

3.2. Le bilan de l'engagement allemand

En juillet 2022, le gouvernement malien a pris la décision de suspendre les rotations de la MINUSMA sur son territoire. Cette mesure fait suite à ce que Bamako a qualifié d'ingérence étrangère, illustrée par l'arrivée controversée de 49 soldats ivoiriens à Bamako le 10 juillet 2022. Ces militaires, présentés par la Côte d'Ivoire comme étant en mission pour remplacer les soldats ivoiriens au sein de la MINUSMA, auraient atterri sans autorisation préalable des autorités maliennes. Le gouvernement malien, affirmant ne pas avoir été informé de cette rotation ni avoir délivré d'autorisation, a alors qualifié ces soldats de mercenaires. Face à cette situation confuse, le Mali a justifié la suspension des rotations de la MINUSMA comme une mesure nécessaire pour rétablir l'ordre et clarifier les conditions de présence des forces étrangères sur son sol. Cette décision s'inscrit dans un contexte où le discours sur la souveraineté nationale occupe une place centrale dans la communication des autorités de transition. Il s'agissait pour Bamako de se donner le temps d'examiner la situation des différents groupes présents et de décider de leur avenir. Par ailleurs, la coopération militaire entre le Mali et le groupe Wagner a constitué un point de friction majeur avec les partenaires internationaux, dont l'Allemagne. Pour Berlin, cette collaboration était incompatible avec les principes de la présence onusienne (D.Tull, 2024, p.23). Les autorités allemandes ont clairement conditionné leur coopération à une prise de distance du Mali vis-à-vis des forces russes. À cela s'ajoutait la condamnation par Berlin du coup d'État et son exigence d'un retour rapide à l'ordre constitutionnel. Malgré ces tensions, le bilan de la présence allemande au Mali apparaît comme mitigé. D'un côté, l'engagement bilatéral allemand, axé sur une coopération à long terme dans des secteurs touchant directement les populations (accès à l'eau, l'agriculture, la décentralisation), est généralement perçu de manière positive sur le terrain (Fondation Friedrich Ebert : 2022 78-79). De l'autre côté, l'Allemagne contrairement à la France n'est pas perçue comme une ancienne puissance coloniale. Cette absence de passif historique lui a permis de maintenir une image plus propre auprès de l'opinion publique malienne pendant longtemps.

3.3. Perspectives pour un nouveau paradigme sécuritaire

Comme le disait le Président Henri Konan Bédié dans son ouvrage programmatique *La Côte d'Ivoire : Une nouvelle société aux frontières nouvelles du développement 1995-2000* : « Il faut frapper sévèrement le crime et frapper aussi sévèrement les causes du crime. » (1995, p.138).

Cette double exigence trouve tout son sens dans la crise sécuritaire que traverse le Mali. Pour y faire face, le gouvernement a une responsabilité majeure : celle de penser la sécurité au-delà du seul prisme militaire, en s'attaquant résolument aux causes endogènes de l'insécurité.

L'éradication durable du terrorisme nécessite d'investir le champ social et normatif. Pour cela, il est essentiel d'intégrer les enjeux de stabilité dans le système éducatif. Un module de « sécurité patriotique » ou « citoyenne » pourrait être enseigné à tous les niveaux, afin que chaque citoyen devienne acteur de sa propre sécurité et de celle de la collectivité. Au préscolaire, l'accent serait mis sur l'inculcation des valeurs de paix et de respect d'autrui. Au primaire et au collège, l'enseignement de l'histoire des crises régionales et des doctrines de défense permettrait de forger une conscience résiliente. Enfin, au lycée amener les élèves à réfléchir à la mise en œuvre des politiques sécuritaires locales favoriserait l'émergence d'une génération responsable et capable de contribuer activement à la stabilité du pays. La réponse aux menaces hybrides au Mali ne peut rester strictement cinétique. L'efficacité de l'engagement, particulièrement celui des partenaires comme l'Allemagne réside dans sa dimension normative. Cela implique de placer la sécurité citoyenne au cœur des stratégies tout en renforçant les piliers de la cohésion sociale et de l'éducation. Sans une restauration des normes de justice et de protection des droits fondamentaux, l'approche militaire ne fera que déplacer le curseur de l'instabilité sans jamais tarir les sources du conflit. Parallèlement, la sécurité doit s'appuyer sur la souveraineté économique.

L'enseignement des techniques agricoles moderne dès le plus jeune âge constitue un levier de résilience majeur. Un jeune qui maîtrise les rudiments de l'agriculture et qui peut en tirer des revenus, sera moins tenté par l'exode ou par le recrutement dans des groupes terroristes. Promouvoir une culture du « produire ce que l'on consomme et consommer ce que l'on produit » renforce à la fois la souveraineté alimentaire et la résilience des populations. Une telle vision ne peut aboutir sans une décentralisation active, qui rapproche l'État des populations, notamment dans les régions du centre et du nord du Mali. Cela implique un transfert effectif de compétences et de moyens, afin que les réponses apportées soient adaptées aux réalités locales. De plus, un soutien accru aux petites et moyennes entreprises (PME) est indispensable. L'insertion économique des jeunes et des femmes, à travers l'entrepreneuriat et l'agriculture, constitue un rempart concret contre l'extrémisme. Toutes ces actions doivent être menées dans le strict respect des droits fondamentaux des citoyens. La sécurité ne saurait justifier l'arbitraire. Dans ce cadre, l'Allemagne, partenaire historique du Mali, doit repenser sa relation avec ce nouvel environnement géopolitique. Berlin devrait passer d'une posture de « formateur » à un véritable partenariat d'égal à égal, fondé sur le renforcement des capacités et sur respect rigoureux de la souveraineté malienne. Berlin peut également poursuivre sa politique de stabilisation à travers ses fondations politiques (Friedrich-Ebert-Stiftung, Friedrich-Naumann-Stiftung, Konrad-Adenauer Stiftung), Berlin participe à la dimension normative de la sécurité en formant les élus et les citoyens aux principes de l'Etat de droit et de participation politique. Ces structures jouent un rôle discret mais essentiel dans la formation politique des citoyens et des élus. Or, des citoyens bien formés politiquement, conscients de leurs droits et de leurs devoirs, contribuent à prévenir les crises et à consolider la paix sur le long terme.

Conclusion

En définitive, l'analyse montre que la crise malienne ne constitue pas une guerre ordinaire au Sahel, c'est le symbole d'une rupture. L'Allemagne, avec son approche basée sur la stabilisation et l'aide humanitaire, a tenté de traiter les racines du mal : la pauvreté et le sentiment d'injustice.

Elle a voulu former une armée malienne républicaine et respectueuse des droits de l'homme, loin du simple combat frontal. Mais la réalité du terrain a été plus brutale. Le "choc des souverainetés", la montée d'un sentiment anti-français global et l'arrivée de nouveaux partenaires comme le groupe Wagner ont rendu la position de Berlin intenable. En 2023, le retrait de la Bundeswehr a sonné la fin d'une certaine vision de la coopération multilatérale de stabilisation. Enfin, une question reste posée : le Mali peut-il réellement construire sa propre sécurité en se tournant vers des partenaires qui privilégient la force brute au développement social ? Le départ de l'Allemagne n'est peut-être pas un abandon, mais le signal qu'il faut réinventer d'urgence notre façon de penser la paix en Afrique de l'Ouest (D.Tull, 2024, p.21-28).

Bibliographie

BAUD Jacques, 2016, *Terrorisme : mensonge, politiques et stratégies fatales de l'Occident*, Monaco, Éditions du Rocher.

BEDIE Konan Henri, 1995, *La Côte d'Ivoire : Une nouvelle société aux frontières nouvelles du développement 1995-2000*, Abidjan, Editions Neter.

NEY Jean Paul et TOUCARD Laurent, 2004, *Le livre noir du terrorisme*, Paris, Éditions de la pieuvre noire.

NIAMSY Franklin, 2025, *L'impérial-terrorisme: Forme actuelle de l'agression occidentale et moyen-orientale contre l'Afrique & Preuves irréfutables de l'offensive de l'OTAN en Afrique*, Bamako, Institut de l'Afrique des Libertés.

Webographie

Auswärtiges Amt, « Actualités », 2026, <https://www.auswaertigesamt.de/fr/newsroom/2455726-2455726>, (05.02.2026).

Beirat für zivile Krisenprävention, « Cohérence politique pour la paix dans l'action gouvernementale allemande », 2023, https://beirat-zivile-krisenpraevention.org/wpcontent/uploads/2023/01/Studie_5_Coherence-politique-pour-la-paix-danslaction-gouvernementale-allemande_fran_barrierefrei.pdf, (05.02.2026).

Bundesregierung, « L'Allemagne maintient son soutien au Mali », 2026, <https://www.bundesregierung.de/breg-fr/service/archives/archives/l-alleagnemaintient-son-soutien-au-mali-398968>, (05.02.2026).

Bundesregierung, « Renforcement des effectifs au Mali », 2026, <https://www.bundesregierung.de/breg-fr/service/archives/archives/renforcement-des-effectifs-au-mali-398948/>, (27.02.2026).

CHÂTAIGNER Jean-Marc, 2023, « De Serval à Barkhane : le bilan confisqué de dix ans d'interventions militaires au Sahel », The Conversation, <https://theconversation.com/de-serval-a-barkhane-le-bilan-confisque-de-dix-ans-dinterventions-militaires-au-sahel-235063>, (06.02.2026).

Deutsche Welle (DW), « Dix ans après l'opération Serval au Mali : quel souvenir ? », 2023, <https://www.dw.com/fr/dix-ans-apr%C3%A8s-lop%C3%A8s-lop%C3%A9ration-serval-au-mali-quel-souvenir/a-64348650>, (06.02.2026).

Deutsche Welle (DW), « Mali : l'Allemagne remet en question son engagement militaire », 2022, <https://www.dw.com/fr/mali-lallemagne-remet-en-questionson-engagement-militaire/a-61433620>, (05.02.2026).

Fondation Friedrich-Ebert (FES), « Mali-Mètre XIII », 2026, <https://mali.fes.de/e/mali-metrexiii.html>, (27.02.2026).

France 24, « Otages : rançons, la France a-t-elle financé Al-Qaïda ? », 2014, <https://www.france24.com/fr/20140730-otages-rancons-france-dihadistes-alqaida-aqmi-kidnapping-jackpot>, (06.11.2025).

MINUSMA, « Accueil », 2026, <https://minusma.unmissions.org/fr>, (05.02.2026).

MINUSMA, « MINUSMA – Historique », 2026, <https://minusma.unmissions.org/fr/minusma-historique>, (05.02.2026).

TF1 Info, « Pour libérer ses otages, la France a financé Al-Qaïda », 2025, <https://www.tf1info.fr/international/pour-liberer-ses-otages-la-france-finance-al-qaida-1553347.html>, (06.11.2025).

TOBIE Aurélien et SANGARÉ Boukary, 2019, Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali, SIPRI, <https://www.sipri.org/publications/2019/partner-publications/impacts-des-groupes-armes-sur-les-populations-au-nord-et-au-centre-du-mali>, (29.11.2025).

TULL Denis, 2024, « Lessons to be learned? Germany's engagement in the Sahel and its implications for future crisis engagement », https://www.ssoar.info/ssoar/bitstream/handle/document/99836/ssoar-2024-tull-Lessons_to_be_learned_Germanys.pdf?sequence=/, (29.11.2025).

TV5MONDE, « Sahel : l'échec de la stratégie française », 2026, <https://information.tv5monde.com/afrique/sahel-lechec-de-la-strategie-francaise-2669038>, (06.02.2026).

TV5MONDE, « Serval-Barkhane : retour sur huit ans d'engagement militaire français au Sahel », 2022, <https://information.tv5monde.com/afrique/serval-barkhaneretur-sur-huit-ans-dengagement-militaire-francais-au-sahel-36333>, (24.02.2026).

Processus d'évaluation de cet article:

- **Date de soumission: 14 avril 2026**
- ✓ **Date d'acceptation: 08 mai 2026**
- ✓ **Date de validation: 22 mai 2026**